Parti Communiste
Révolutionnaire de France

La « Réaction en Marche » !

Les Présidentielles comme les Législatives soulignent la profondeur de la crise politique que traverse le pays. C'est l'abstention (avec le vote blanc et nul) qui témoigne de son ampleur. Et c'est vrai dès le premier tour des Présidentielles : aucun candidat ne totalise plus de 18,5% des inscrits, quand le refus de choisir entre les uns et les autres monte à 25%. Au second tour, c'est un tiers des électeurs qui refuse le piège Macron-Le Pen, malgré une pression formidable. D'un autre côté, il est difficile de considérer que les électeurs qui ont cru faire barrage à Le Pen soutiennent son programme ! Le second tour ne lui donne pas la légitimité recherchée, même si la responsabilité de ceux qui ont appelé à voter pour lui (dirigeants du PCF et leaders syndicaux en particulier) est lourde.

La crise est devant nous.

Les élections législatives voient le phénomène exploser. Ce scrutin a lieu en France depuis mai 1848 au suffrage universel masculin, puis en 1946 au suffrage réellement universel (ce qui ne change pas grand-chose au niveau des résultats). Jamais, pas même sous Napoléon III ou au moment de la crise Boulanger sous la Troisième République, il n'y a eu un tel résultat : 53% (au premier tour) et 61% (au second tour) de refus de choix, sur des bases comparables puisque seuls 4 députés ont été élus au premier tour. Quelque part, le candidat à la reconstruction d'une nouvelle social-démocratie Jean-Luc Mélenchon n'a pas tort : la Veme République est à bout de souffle. Le problème, c'est qu'il ne dit pas pourquoi, et que sa VIeme République reste dans son essence tout aussi bourgeoise que l'actuelle. Et tout semble indiquer que derrière les pseudo analyses, sur la fatigue politique, le déficit démocratique, le renouvellement, l'entrée de la société civile, les femmes, la jeunesse, l'inexpérience… la crise est bel et bien devant nous et pas derrière. En témoigne le fait sans précédent que quatre ministres, et à des postes clefs, aient démissionné au cours d'un remaniement ministériel qui traditionnellement est une simple formalité. Ce gouvernement est faible. Avec une majorité en sièges indiscutable, et le maintien du MODEM dans la coalition, il est obligé de se constituer une « réserve » avec le groupe LR/UDI, comme s'il n'était pas sûr de ses nouveaux députés !

Le régime présidentiel est en partie déconsidéré : « *Ils se succèdent et font la même politique* ». Mais le système a eu pour conséquence le discrédit parlementaire (ce que voulait de Gaulle et la bourgeoisie en 1958), aggravé par les modifications constitutionnelles (quinquennat et calendrier électoral) avec la participation du Parti socialiste. À cela s'ajoute la manipulation du suffrage universel : avec 19% des voix des inscrits au second tour (32% des votants au premier tour), obtenir 60% des sièges, ça ressemble aux élections dans les républiques bananières centre-américaines des années 30 ! Ils peuvent toujours ironiser sur les résultats électoraux dans les anciennes colonies africaines (où là les méthodes sont plutôt celles que semble préférer M. Valls) ! Et pour continuer, avec moins de 30% des inscrits (55% des exprimés au premier tour), l'ensemble des candidats du patronat (LR + UDI + MODEM + LRM + DVD)obtient… 84,5% des sièges. Il n'est donc pas étonnant que les sondages révèlent que pour la première fois une majorité de Français se prononce pour la proportionnelle pure et simple !

Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg. **La réalité, c'est que la classe ouvrière et les masses populaires subissent depuis des années le poids de la crise du capitalisme, avec ses restructurations de l'appareil productif, l'intensification de la concurrence, les délocalisations, la remise en cause de ses conquêtes sociales**. Elle n'a plus de représentation politique depuis 1976, année du ralliement du PCF à l'eurocommunisme, et la défaite du socialisme réel a obscurci les perspectives historiques. Là où la crise a dévasté les régions, la démagogie frontiste fait des ravages dans une population déboussolée, sans avenir. Le recul du syndicalisme, l'absence d'un parti capable d'organiser, d'éduquer, de diriger la classe contre la bourgeoisie et ses moyens colossaux, c'est fondamentalement là que se situe le problème : parce qu'il n'y a pas d'alternative politique qui se dégage dans la classe ouvrière et les masses populaires contre la bourgeoisie, contre le capitalisme. Et Mélenchon, derrière les apparences, ne répond pas à cette absence, parce que sa vision idyllique des choses, c'est Léon Blum en 1936, le CNR en 1945,

Contact :
Les Amis d'Oulianov BP40084
75 862 PARIS CEDEX 18

ramené à Mitterrand en 1981 ! Et si nous nous réjouissons que des syndicalistes, avec le Front Social entre autres, essayent de leur côté d'amener la CGT, SUD et la FSU à jouer leur rôle d'organisations syndicales de classe contre la politique ultra réactionnaire que nous annonce Macron, cela ne répond pas plus à notre problème. Ce mouvement est fortement marqué par l'économisme de type anarchosyndicaliste, et il a la propension à considérer que la grève générale reconductible est la panacée pour gagner dans la lutte des classes !

Mais c'est oublier que **l'aboutissement de la lutte des classes révolutionnaire, c'est le pouvoir de la classe ouvrière, la propriété collective (sociale) des moyens de production et d'échange et la planification centralisée.** Cela dit, dans les conditions concrètes d'aujourd'hui, l'objectif immédiat est de mettre en échec les dirigeants syndicaux conciliateurs, adeptes de la « concertation sociale entre partenaires sociaux ». Le gouvernement et la présidence ont annoncé la couleur, le calendrier, la forme… Il est inadmissible que le mouvement syndical verse dans l'attentisme ! Les manifestations « pique-nique », comme celle du 27 juin, sont des leurres. Si certains pensent que c'est ce qui va mettre en échec le gouvernement, il faut les réveiller ! L'offensive qui se prépare contre la classe ouvrière et les masses populaires nécessite une riposte au niveau de l'attaque, et donc une préparation des travailleurs à la bataille : des appels à l'action, mais aussi une mobilisation exceptionnelle, professionnelle et interprofessionnelle (les confédérations doivent justifier leur existence !) et sans la CFDT. De la même manière, la vigilance s'impose à la CGT vis-à-vis des courants de collaboration des classes qui existent, en particulier à l'UGICT, comme on l'a vu en juin dernier, où certains sont montés au créneau pour dédouaner la politique gouvernementale.

Un pouvoir faible

Personne ne doit cependant prendre ses désirs pour des réalités. Ce pouvoir est finalement faible et il l'aurait été plus encore sans ceux qui ont pensé qu'un candidat réactionnaire « propre sur lui », valait mieux qu'une candidate réactionnaire vulgaire et xénophobe. Les deux sont les ennemis des travailleurs. La victoire à la Pyrrhus que la bourgeoisie vient de remporter ne règle pas les problèmes du capitalisme dans notre pays. Mais la bourgeoisie française a le soutien de la bourgeoisie de l'Union Européenne ; la bataille qui commence va être difficile et longue, et elle aura des prolongements pour toute la classe ouvrière européenne. Cela nécessite une rupture de la CGT avec la CES et le renforcement de la FSM.

C'est par la lutte qu'il nous faut rappeler à Macron que la Roche Tarpéienne peut être proche du Capitole (À Rome, la Roche Tarpéienne était le lieu d'où étaient jetés les politiciens condamnés à mort). Mais cela ne sera possible que si les luttes défensives vont de pair avec la réalisation d'une tâche décisive : la période qui commence avec la « Réaction en Marche » (LRM) pose la question du renforcement de notre parti. Les campagnes autour de ses candidats ont montré qu'elles avaient de l'écho (le résultat en voix dans cette affaire est secondaire) et ont permis de tisser des liens avec les travailleurs.

Mais au-delà, nous sommes réalistes : il est temps que tous ceux qui se considèrent comme des communistes, des révolutionnaires, se réunissent, polémiquent, agissent ensemble, se concertent, pour aller vers la construction du parti communiste dont la classe ouvrière en France, en Europe, dans le monde a besoin pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et lutter pour la paix. **Il faut, et le plus rapidement possible, ouvrir la voix au futur : la révolution socialiste - communiste !**

Paris, le 25 juin 2017

Rejoignez le PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France

- Le PCRF fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- Le PCRF vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Contact : **Par courriel : ic.pcrf@gmail.com**

Adresse postale : ***Les Amis d'Oulianov - BP 40084 - 75862 PARIS CEDEX 18***

Lisez **INTERVENTION COMMUNISTE**

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, étudiants, Privés d'emploi : 10 €,
Soutien à partir de 30 Euros

NOM : _

Prénom : _

Adresse : _

Code postal : _ _ _ _ _ **VILLE :** _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Chèque à l'ordre du PCRF, envoyé à

« Les Amis d'Oulianov »

BP 40084 - 75862 PARIS CEDEX 18

Soutien financier : Faites un don au PCRF

(et recevez 66% de réduction d'impôt)

Chèque à l'ordre du PCRF, envoyé à l'adresse ci-dessus

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.